

LETTRE sur Le NÉOLIBÉRALISME en AMÉRIQUE LATINE

Les Provinciaux latino-américains de la Compagnie de Jésus

Chers compagnons,

1. Nous, Supérieurs Provinciaux de la Compagnie de Jésus en Amérique latine et aux Caraïbes, répondant à la 34^e congrégation générale qui nous demande d'approfondir notre mission «**d'annoncer la foi qui cherche la justice**», désirons partager avec tous ceux qui participent à la mission apostolique de la Compagnie de Jésus sur le continent et avec toutes les personnes engagées dans le sort de notre peuple, spécialement envers ses membres les plus pauvres, **quelques réflexions sur ce qu'on appelle le néolibéralisme en nos pays**. Nous nous refusons à accepter tranquillement que les moyens économiques appliqués ces dernières années dans tous les pays latino-américains et aux Caraïbes représentent la seule manière possible d'orienter l'économie et que l'appauvrissement de millions de latino-américains soit le coût à payer nécessairement pour un futur accroissement. Ces moyens économiques sont le fruit d'une **culture**; ils proposent une conception de la personne humaine et prônent une stratégie politique, qu'il faut distinguer de nos propres modèles de la société à laquelle nous aspirons et pour laquelle nous travaillons en communion avec tant d'hommes et de femmes mus par l'espérance de vivre et de léguer aux générations futures une société plus juste et plus humaine.

2. Les considérations qu'on va lire ne prétendent pas être une analyse scientifique d'un sujet complexe qui exige un examen de la part de plusieurs disciplines. Ce sont là des réflexions sur les conséquences et les critères du néolibéralisme et sur les caractéristiques de la société à laquelle nous aspirons. Notre souci principal, est d'ordre éthique et religieux. Les comportements économiques et politiques auxquels nous nous reportons reflètent au sein du public les limites et les contre-valeurs d'une culture inspirée par une conception de l'homme et de la société étrangère aux valeurs de l'évangile.

LA SOCIÉTÉ DONT NOUS FAISONS PARTIE

3. À l'aube du 21^e siècle, les communications nous unissent étroitement; la technologie nous fournit de nouvelles possibilités de connaissance et de créativité; et les marchés envahissent tous les espaces sociaux. Au contraire de la décennie écoulée, l'économie de la majorité de nos pays latino-américains a recommencé à croître.

4. Cette expansion matérielle, qui pourrait susciter des espérances chez tout le monde, laisse cependant des foules dans la pauvreté, sans possibilité de participer à la construction du destin commun, menace l'identité culturelle de nos peuples et détruit les recours naturels. Nous calculons qu'en Amérique latine et aux Caraïbes, au moins 180 millions de personnes vivent dans la pauvreté et 80 millions survivent dans la misère.

5. Les dynamiques économiques qui produisent ces effets pervers tendent à se transformer en idéologies qui confèrent un caractère d'absolu à certains concepts: le marché, par exemple, d'instrument utile qu'il était, voire nécessaire, pour élever et améliorer l'offre et abaisser les prix, est en train de devenir **le moyen, la méthode et la fin** qui régissent les relations entre les êtres humains.

6. Ce motif a permis de généraliser sur le continent les moyens économiques connus comme «néolibéraux».

- Ils posent la croissance économique — et non la totalité de tous les hommes et de toutes les femmes en harmonie avec la création — comme la raison d'être de l'économie.
- Ils réduisent l'intervention de l'État au point de le dépouiller de toute responsabilité par rapport aux biens minimes auxquels a droit tout citoyen pour être une personne.

- Ils éliminent les programmes généraux de création d'occasions pour tous et les remplacent par des appuis occasionnels à des groupes déterminés.
- Ils privatisent des entreprises sous prétexte qu'en tous les cas l'État se révèle mauvais administrateur.
- Ils ouvrent sans restrictions les frontières aux marchandises, capitaux et afflux financiers et laissent sans protection suffisante les producteurs plus petits et faibles.
- Ils gardent le silence sur le problème de la dette extérieure dont l'acquittement oblige à réduire de façon drastique l'investissement social.
- Ils subordonnent la complexité des finances publiques à l'ajustement des variables macro-économiques: budget fiscal équilibré, réduction de l'inflation et balance stable des paiements; comme si de là découlait tout bien commun sans provoquer de nouveaux problèmes pour la population.
- Ils insistent sur le fait que ces ajustements produiront un accroissement qui, une fois considérable, élèvera le niveau d'entrée et réglera par ricochet la situation des défavorisés.
- Pour encourager l'investissement privé, ils éliminent les obstacles que pourraient poser les législations qui protègent les ouvriers.
- Ils libèrent les groupes puissants des impôts et des obligations envers le milieu ambiant et les protègent en vue d'accélérer le processus d'industrialisation, provoquant ainsi une concentration encore plus grande de la richesse et du pouvoir économique.
- Ils mettent l'activité politique au service de cette politique économique, avec comme résultat qu'ils tombent dans le paradoxe de supprimer tous les obstacles au libre exercice du marché, en même temps que les contrôles politiques et sociaux, par exemple, la libre embauche de la main d'oeuvre, pour garantir l'hégémonie du marché libre.

7. Il nous faut reconnaître que ces moyens d'ajustement ont apporté aussi des éléments positifs. On peut signaler la contribution des mécanismes de marché à l'élévation de l'offre de biens de meilleure qualité et de meilleurs prix; la réduction de l'inflation sur tout le continent; l'abandon aux gouvernements de tâches qui ne leur reviennent pas, afin de leur fournir l'occasion de se consacrer, comme c'est leur devoir, au bien commun; la conscience généralisée de l'austérité fiscale qui utilise mieux les recours publics; et le progrès des relations commerciales entre nos nations.

8. Pourtant, ces éléments sont loin de compenser les immenses déséquilibres sur le plan de la concentration des recettes, de la richesse et de la propriété de la terre; la multiplication des masses urbaines qui sont sans travail ou subsistent grâce à des emplois instables et peu productifs; la faillite de milliers de petites et moyennes entreprises; la destruction et le déplacement forcé de populations indigènes et paysannes; l'expansion du marché de la drogue installé en secteurs ruraux, dont les produits traditionnels demeurent hors de compétition; la disparition de la sécurité alimentaire; l'augmentation de la criminalité, provoquée bien souvent par la faim; la déstabilisation des économies nationales par des projets d'entreprises multinationales qui font fi des habitants.

9. En conséquence, parallèlement à un accroissement économique modéré, s'accroît dans presque tous nos pays le malaise social, qui s'exprime sous forme de grèves et de protestations dans les villes revient en force, en certains endroits, la lutte armée, qui ne résout rien; s'accroît le contrecoup de l'orientation économique générale qui, loin d'améliorer le bien commun, approfondit les causes traditionnelles du mécontentement populaire: **l'inégalité, la misère et la corruption.**

LA CONCEPTION DE L'ÊTRE HUMAIN

10. Derrière la rationalité économique «néolibérale», il y a une conception de l'être humain qui limite la grandeur de l'homme et de la femme à leur capacité de créer des recettes monétaires. Cette rationalité rend plus âpres l'individualisme et la préoccupation de gagner et de posséder et elle mène facilement à attenter à l'intégrité de la création. En nombre de cas elle donne libre cours à la cupidité, à la corruption et à la violence. Et, en se généralisant dans les groupes sociaux, elle détruit complètement la communauté.

11. De la sorte, un ordre de valeurs s'impose dans lequel la liberté individuelle le cède à la consommation des satisfactions et des plaisirs, qui légitime, entre autres, la drogue et l'érotisme sans restrictions: une liberté qui s'oppose à toute immixtion de l'État dans l'initiative privée, s'oppose aux planifications sociales, méconnaît la vertu de la solidarité et n'accepte que les lois du marché.

12. Moyennant le processus de globalisation de l'économie, cette manière de comprendre l'homme et la femme envahit nos pays de contenus symboliques au grand pouvoir de séduction. Grâce à la main mise sur les moyens de communication de masse, on coupe les racines de l'identité des cultures locales, devenues impuissantes à se faire entendre.

13. D'ordinaire, les dirigeants de nos sociétés, rattachés à ces mouvements de globalisation et imbus de l'acceptation sans discrimination des raisons du marché, vivent comme des étrangers dans leurs propres pays. Sans dialoguer avec les habitants, ils considèrent ceux-ci comme un obstacle et un danger pour leurs intérêts, et non comme des frères, des compagnons ou des alliés.

14. Cette conception subtile et attrayante considère comme normal que des millions d'hommes et de femmes du continent naissent et meurent dans la misère, incapables de créer des ressources pour obtenir **un niveau de vie plus humain**. Aussi, les gouvernements et les sociétés ne sont pas scandalisés par la faim et l'incertitude de multitudes désespérées et perplexes face aux excès de ceux qui sans penser aux autres, abusent des ressources de la société et de la nature.

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS DÉSIRONS

15. Grâce à Dieu, il existe des initiatives de transformation qui suggèrent l'apparition d'un monde nouveau à partir d'une diversité de groupes culturels, d'ethnies, de générations, de perspectives de classes et de secteurs sociaux.

16. Animés par ces efforts, nous sommes désireux d'aider à construire une société plus proche du Royaume évangélique de justice, de solidarité et de fraternité évangélique; une réalité dans laquelle la vie vécue avec dignité sera possible pour tous les hommes et toutes les femmes.

17. Une société dans laquelle toute personne peut accéder aux biens et services auxquels elle a droit pour avoir été appelée à partager la vie comme la voie commune vers Dieu. Nous ne demandons pas une société du bien-être, des satisfactions matérielles illimitées, mais une société juste, où personne ne soit exclu du travail et de l'accès aux biens fondamentaux nécessaires à la réalisation personnelle comme l'éducation, la nourriture, la santé, la famille et la sécurité.

18. Nous voulons une société dans laquelle tous, nous puissions vivre en famille et regarder l'avenir avec espoir, partager la nature et léguer ses merveilles aux générations qui viendront après nous.

19. Une société respectueuse des traditions culturelles qui ont conféré leur identité aux peuples indigènes, aux habitants venus d'ailleurs, aux afro-américains et aux métis.

20. Une société compatissante envers les faibles, les marginalisés, ceux qui ont souffert l'impact de processus socio-économiques qui refusent à l'être humain la première place. Une société démocratique, construite dans la participation, où l'activité politique soit l'option de ceux qui désirent s'engager au service des intérêts généraux qui regardent tout le monde.

21. Nous sommes conscients que la réalisation de ce type de société exige un prix élevé, en raison des changements d'attitudes, des habitudes et des valeurs que cela requiert. Cela nous met au défi de faire nôtres des éléments positifs de la modernité comme le travail, l'organisation, l'efficacité, sans lesquels nous ne pouvons construire la société à laquelle nous rêvons. Enfin, nous désirons contribuer à l'édification d'une communauté latino-américaine parmi nos peuples.

LES TÂCHES

22. Nous faisons face à une tâche énorme à accomplir en différents domaines:

- Entreprendre aux côtés de beaucoup d'autres, dans nos universités et nos centres sociaux, une enquête sérieuse sur le néolibéralisme – en sciences sociales, en théologie et en philosophie de l'homme et de la nature – et une promotion efficace, afin de connaître sa rationalité profonde et ses effets, qui frappent l'être humain et détruisent l'harmonie de la création.
- Comparer** et **discerner** les lignes d'action qui ressortent de l'analyse et prendre les options qui s'imposent.

23. Cette connaissance et ces décisions doivent nous mener à:

- Accompagner le cheminement des victimes depuis des communautés de solidarité. Pour protéger les droits des exclus et entreprendre avec eux, dans le dialogue avec les secteurs qui contrôlent les décisions, la construction de sociétés solidaires, ouvertes et non-excluantes.
- Renforcer les traditions culturelles et spirituelles de nos peuples pour qu'ils se situent, à partir de leur identité propre, dans l'espace des relations globalisées, sans rien perdre de leur richesse symbolique et de leur esprit communautaire.
- Insérer, dans le travail éducatif que nous accomplissons avec beaucoup d'autres, l'ordre de valeurs nécessaire pour former des personnes capables de préserver la primauté de l'être humain dans le monde que nous partageons.
- Donner à nos étudiants la préparation requise pour comprendre cette réalité et travailler à sa transformation.
- Résister sans cesse à la société de consommation et à son idéologie du bonheur fondée sur l'acquisition sans limites de satisfactions matérielles.
- Communiquer et divulguer par tous les moyens les résultats de l'analyse sur le néolibéralisme, les valeurs qui doivent être préservées et citer les formules de rechange possibles.
- Proposer des solutions viables dans les espaces où se prennent les décisions globales et macro-économiques.

24. À partir de la spiritualité de saint Ignace de Loyola engagée dans la transformation du coeur humain, nous travaillerons dans un monde où tout demande un prix, à renforcer la valeur de la gratuité; pour stimuler le sens de la vie austère et la beauté simple; pour favoriser le silence intérieur et la recherche spirituelle et revigorer la liberté responsable qui incorpore résolument la pratique de la solidarité.

25. Pour rendre crédible notre engagement, pour montrer notre solidarité avec les exclus du continent et pour faire preuve que nous prenons nos distances par rapport à la consommation, nous pratiquerons non seulement l'austérité personnelle, mais aussi nous ferons en sorte que nos oeuvres et institutions évitent toute ostentation et utilisent des moyens en harmonie avec notre pauvreté. Dans leurs investissements et leur consommation, nos oeuvres et institutions ne devront pas s'appuyer sur des entreprises qui violent les droits de l'homme et blessent les écosystèmes. Nous désirons par là réaffirmer l'option radicale de foi qui nous a menés à répondre à l'appel de Dieu à suivre Jésus dans la pauvreté, afin d'être plus efficaces et plus libres dans la recherche de la justice.

26. Nous chercherons avec beaucoup d'autres une communauté de solidarité nationale et latino-américaine dans lesquelles la technologie et les marchés soient au service de toutes les personnes de nos peuples; dans lesquelles l'engagement avec les pauvres mette en évidence que le travail pour le bien-être de tous les hommes et de toutes les femmes sans exception sera notre contribution, modeste et sérieuse, à la plus grande gloire de Dieu dans l'histoire et dans la création.

Nous espérons que ces réflexions stimuleront les efforts d'amélioration de notre service aux peuples latino-américains. Nous demandons à notre Dame de Guadeloupe, patronne de l'Amérique latine, de bénir nos

peuples et d'intercéder auprès de Dieu pour que nous obtenions des grâces abondantes en vue de réaliser notre mission.

Mexique, le 14 novembre 1996.
Fête de S. Joseph Pignatelli

Ferdinand Azevedo (Brésil septentrional); Carlos Cardó (Pérou); José Adán Cuadra (Amérique centrale); Benjamín González Buelta (République dominicaine); Juan Díaz Martínez (Chili); Mariano García Díaz (Paraguay); Ignacio García-Mata (Argentine); José Adolfo González (Colombie); Mario López Barrio (Mexique); Jorge Machín (Cuba); Allan Mendoza (Équateur); Emilio M. Moreira (Bahia); Fernando Picó (Puerto Rico); Armando Raffo (Uruguay); Marcos Recolons (Bolivie); João Claudio Rhoden (Brésil méridional); Francisco Ivern Simó (Brésil central); Arturo Sosa A. (Venezuela).